

AKTUELL

TABAGISME

Un Etat qui vous veut du bien

David Wagner

Il faudra s'y faire : les pouvoirs publics déploient de véritables efforts contre le tabagisme. A croire que ce combat est une priorité sociale.

Valentino Parlato, 73 ans, est un fumeur acharné. Mais il a d'autres qualités, entre autres celle d'avoir fondé le journal de gauche italien « Il Manifesto ». Comme le rapporte le quotidien communiste français « l'Humanité », dans un article traitant des lois anti-tabac qui submergent actuellement l'Europe, Valentino, toujours rebelle, continue à fumer dans les toilettes des lieux publics et des trains. Mais en bon marxiste, il situe cette évolution dans une perspective historique : « Pour nos petit-fils, les cigarettes seront un souvenir de l'autre siècle. »

Pour le ministre luxembourgeois de la santé, Mars di Bartolomeo (LSAP), cette analyse relève plutôt du souhait. Après sa première loi interdisant de fumer dans les restaurants et brasseries (durant les heures de repas), le ministre semble bien déterminé à mener son combat contre le tabac à son terme. Mais après cette première étape répressive, di Bartolomeo a présenté, lundi dernier, un plan Marshall d'aide au sevrage tabagique.

Ce programme d'aide, proposé conjointement par le ministère de la santé et l'union des caisses de maladie (UCM), offre des consultations régulières chez le médecin pour une durée de huit mois. Le ministère a mis le paquet : après un consentement signé lors de la première consultation chez le médecin traitant, le fumeur s'engage à suivre un traitement composé de méthodes psychologiques (par exemple la tenue d'un « journal du fumeur ») et d'aides pharmaceutiques (Zyban, Champix). A l'issue du huitième mois et d'une dernière consultation médicale, un bilan final est établi et envoyé à la Direction de la santé qui évaluera ainsi les droits aux remboursements des médicaments.

Comme c'est le cas dans différentes conventions conclues entre l'Etat et l'UCM dans le cadre d'autres actions de médecine préventive (mammographie, hépatite B, malformations congénitales, etc ...), les frais sont partagés entre ces deux partenaires.

Même incomplets, ces remboursements ne sont pas négligeables. Au niveau des consultations médicales, la première et la dernière sont intégralement remboursées, tandis que des 31 euros déboursés lors des consultations intermédiaires, l'UCM en prend en charge 27,9. Pour ce qui est des médicaments, l'UCM rembourse 50 pour cent des frais engagés avec un maximum de 100 euros. Pour di Bartolomeo, le remboursement ne doit d'ailleurs pas être intégral, car la participation financière constitue un élément de « motivation » de la part du fumeur.

Cette opération s'inscrit clairement dans une volonté politique de ne plus laisser d'excuse aux fumeurs de continuer à s'adonner à leur vice. Car il est fort à parier que bientôt, une loi encore plus répressive au sujet du tabagisme dans les lieux publics viendra s'ajouter à celle qui est en vigueur actuellement. La législation luxembourgeoise est en effet encore relativement souple par rapport aux lois en vigueur en Irlande, en Italie ou, depuis ce 1er janvier, en France et dans certains Länder allemands, où la prohibition s'est étendue aux bars et discothèques. Mars di Bartolomeo ne s'en cache pas : c'est la prochaine étape. Et elle devrait être franchie, s'il n'en allait que de sa propre volonté, avant même les prochaines élections au printemps 2009. « Il suffit juste que 31 députés donnent leur accord à une telle interdiction », explique di Bartolomeo, pour qui la Chambre des députés constitue le seul obstacle à sa volonté de bannir le tabac des cafés et boîtes de nuit.

Mais ce n'est pas tout, car le « Plan tabac », élaboré par son ministère et qui devrait paraître avant l'été, pourrait prévoir encore d'autres mesures anti-tabac : ainsi, une augmentation volontariste des prix des cigarettes devrait contribuer à la campagne de dissuasion massive du gouvernement. « Nous ne sommes pas à la fin de notre démarche qui nous conduira vers un avenir libre de tabac », clame fermement le ministre.

Si le gouvernement montrait autant d'entrain sur d'autres sujets plus importants, nous vivrions dans un monde libre de tous les maux.

SHORT NEWS

Kommunistischer „Pacte Logement“

„Wir haben von Anfang an gesagt, der Pacte Logement sei dirigistisch. Er beinhaltet kommunistische Methoden“, meint ADR-Generalsekretär Roy Reding. Er sieht sich in dieser Sicht vom Staatsrat bestätigt, der in einem rezenten Avis dieses Projekt als kontraproduktiv bezeichnete, da es zu weiteren Preiserhöhungen führe. Die vorgesehenen Prozeduren seien illegal und sogar konträr zur Menschenrechtserklärung, die das Recht auf Grundbesitz schützen. Laut ADR unterbindet das Vorverkaufsrecht des Staates und des Fonds de logement die freie Spekulation des Marktes. Durch den Pacte Logement werde die Autonomie der Gemeinden untergraben, indem etwa der Fonds de logement sich in die lokalen zone d'activités einmischen könnte. Die vorgeschlagenen Maßnahmen seien zu kompliziert, was bewirke, dass die Genehmigungsverfahren noch länger dauerten und weniger Wohnungen auf den Markt kämen - beim Plan d'aménagement particulier betragen diese Fristen laut ADR-Berechnungen bis zu sechs Jahren. Auch die Planifikationsinstrumente müssten aktualisiert und koordiniert werden, die Angaben des IVL seien überholt. Dagegen verlangt die ADR in jeder Gemeinde ein Minimum von Baufläche für individuelle Häuser und in den so genannten „zones mixtes“ einen festgelegten Prozentsatz für Wohnungen. So ganz scheint also auch die ADR dem freien Spiel der Marktkräfte nicht zu vertrauen.

Lux' Neujahrsgeschenk

Eigentlich müsse Umweltminister Lucien Lux zurücktreten, zitierten wir in der Nummer 935 den grünen Abgeordneten Henri Kox. Weil nämlich die neuen Règlements grands-ducaux zur Förderung erneuerbarer Energien nicht zum 1. Januar fertig geworden seien. Ein Blick auf die Internetseite des Ministeriums schien zu bestätigen: Auch am 3. noch kein neues Règlement. Doch der Eindruck täuschte. Wie ein vermutlich grinsender Minister uns anderntags per Fax wissen ließ, war das unter seine Zuständigkeit fallende Règlement zu den Investitionszuschüssen bereits auf den 31. Dezember 2007 datiert im Memorial veröffentlicht worden. Mittlerweile steht es auch online, allerdings ist dort noch kein Formular für Anträge unter der neuen Regelung verfügbar. Aus gutem Grund, denn lohnen tun sich Solarzellen und Windräder nur, wenn neben den Zuschüssen auch spezielle Einspeisetarife gelten. Die aber werden durch ein Règlement des Wirtschaftsministeriums abgedeckt - und sind noch in Ausarbeitung. Allerdings liegt für Jeannot Kreckés Text ein positiver Bescheid von Seiten des Staatsrates vor. Vermutlich wird das Règlement am 17. Januar von der Conférence des présidents der Chamber durchgewunken und ist bald danach rechtskräftig.

woxx@home

woxx-Dialektik

So furios das Jahr 2007 mit der Doppelnummer zu Weihnachten endete, so umständlich gestaltete sich der Start ins neue Jahr, als es darum ging, innerhalb von zwei Tagen die erste Januar-Nummer auf die Beine zu stellen. Und auch die woxx-Drucker scheinen den Sylvesterkater eher schlecht als recht hinter sich gebracht zu haben. Jedenfalls dürften manche LeserInnen nicht wenig gestaunt haben, als sie am 4. Januar ihre woxx in der Hand hielten und schon nach kurzem Blättern mitten im Kalenderteil landeten. Die Erklärung ist schnell gefunden: In einem Teil der Auflage wurde ein ganzer Bogen mit vier Seiten falsch herum eingeklebt. Der Dreher schaffte um so mehr Verwirrung, als die woxx seit September ohnehin zur Hälfte auf dem Kopf steht und so manche LeserIn nicht mehr weiß, wo hinten und vorne ist. Aber so ist das eben: In einer verkehrten Welt lässt sich auch die woxx nicht so leicht vom Kopf auf die Füße stellen.